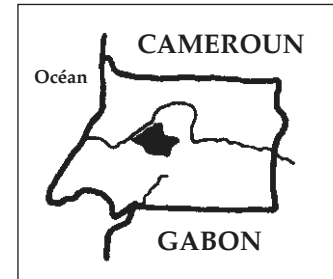


Composante Guinée Equatoriale



Parc National de Monte Alen

créé en 1997

superficie 1.600 km²

administration de tutelle : ministère des forêts et de l'environnement



Guinée Equatoriale



Rappel des objectifs

- La conservation du parc national de Monte Alen comme réservoir de biodiversité et espace de recherche;
- le développement socio-économique des populations des zones périphériques du parc par le développement rural et la gestion durable des ressources naturelles

Résultats attendus

degré de réal.

- | | |
|---|------|
| • plan d'aménagement et de gestion du parc | 85% |
| • création d'une structure de gestion autonome | 70% |
| • système de production agricole et de valorisation des ressources naturelles | 40% |
| • structure opérationnelle d'exploitation écotouristique du site et des modalités de redistribution des revenus | 100% |
| • création d'un centre national de formation de gardes forestiers | 0% |
| • programmes de recherche scientifiques et de suivi écologique | 90% |

Contexte général

Le parc national de Monte Alen, par son relief, abrite une forêt primaire jamais exploitée, à l'exception de ses zones périphériques utilisées par des activités villageoises.

Sa très récente création (officiellement par un décret datant de 1997) expliquait l'absence de tout investissement lors du démarrage effectif du programme sur le terrain.

La proximité de la seconde ville du pays (Bata) et l'absence de débouchés économiques en périphérie du parc, ont imposé la mise en place d'une structure permettant en premier lieu de contrôler les prélèvements effectués dans le parc.

Le développement de l'exploitation forestière en Guinée-Equatoriale impose, pour une conservation de la biodiversité, le maintien des acquis des premières phases parmi lesquels le classement des extensions du parc national de Monte Alen.

Le travail réalisé par le programme est essentiellement de terrain, un autre projet (CUREF), également financé par l'Union Européenne, ayant pour termes de référence un appui institutionnel pour une exploitation rationnelle et durable du massif forestier en Guinée. CUREF et ECOFAC collaborent étroitement, CUREF bénéficiant de l'expérience de terrain d'ECOFAC.

La coopération espagnole, intéressée par les résultats obtenus au cours des phases précédentes a apporté en 1998 un financement complémentaire à celui de l'Union Européenne. Ce financement court jusqu'en 2000.

Activités engagées et résultats obtenus au cours des précédentes phases

L'urgence consistait à mettre en place une structure de gestion pouvant assurer l'accomplissement de la mission de conservation de l'administration équatorienne des forêts et de l'environnement.

Cela se traduit par la construction d'un quartier général à Moca, la mise à disposition de l'équipement et des ressources humaines nécessaires, de l'appui à la formation du personnel de surveillance.

Un plan d'aménagement a été préparé mais rendu obsolète avant son entrée en application par l'extension du parc national de Monte Alen. Sa mise à jour est en cours.

Des actions d'accompagnement de sensibilisation en milieu scolaire et propositions d'activités visant une amélioration des conditions de vie de la population installée en périphérie du parc ont été initiées. ECOFAC a retenu le développement touristique pour la valorisation de l'aire protégée avec des investissements complémentaires (infrastructures d'accueil, ouverture de circuits de randonnée dans le parc, formation de guides, etc.). A l'heure actuelle, l'auberge de Monte Alen génère des fonds couvrant son fonctionnement, et permettant le financement de réalisations communautaires (écoles). Une promotion du parc a été faite auprès de tours opérateurs afin d'ouvrir la fréquentation à une clientèle internationale, avec le développement d'un tourisme de vision de gorilles.

Une étude de l'utilisation des terroirs en périphérie du parc a été réalisée et a permis de délimiter les zones d'utilisation villageoises pour le plan d'aménagement.

Le résultat le plus marquant des phases précédentes consiste en la dotation de l'aire protégée en moyens matériels et humains, et en la reconnaissance par l'Etat équatorien de l'importance de cette mission.

Il importe de conforter ces acquis en dotant le parc des moyens nécessaires à la couverture de ses récentes extensions.

La viabilité des actions engagées devrait trouver son aboutissement dans la poursuite du développement de l'activité touristique, et dans une meilleure connaissance des besoins des populations afin de lier ceux-ci à la présence de l'aire protégée.

Depuis 1999, la coopération espagnole appuie la composante en finançant son fonctionnement.

Perspectives pour la troisième phase

La mobilisation de moyens pour intervenir dans les extensions du parc supposera une réorganisation de la structure de gestion de l'aire protégée, basée sur le plan d'aménagement.

Lors du démarrage du projet ECOFAC, à Guinée Equatoriale, en août de 1992, Monte Alén ne bénéficiait d'aucun statut de protection officiel. Il était seulement proposé comme aire protégée, sans que ses limites aient bien été établies.

En huit années d'existence, le programme ECOFAC a permis de délimiter l'aire protégée, puis à la faire classer en parc national d'une superficie de 80.000 ha. Plus tard, une extension au sud faisait du parc national de Monte Alén une aire de 150.000 ha placée sous protection pour la postérité.

Le parlement de Guinée-Equatoriale a approuvé une nouvelle législation pour les aires protégées qui classe la zone du Monte Mitra dans les limites du parc national de Monte Alén. Cette zone bénéficiera du même statut de protection que Monte Alén, conférant au parc une surface totale de 200.000 ha. La zone de Estuario du Muni, également proposée comme parc national, est devenue zone protégée, avec un statut cependant différent de celui de Monte Alén. Désormais, la zone à partir de la rivière Uoro jusqu'à la frontière avec le Gabon, soit plus de 300.000 ha, constitue une seule et même aire protégée. Celui était un des objectifs du projet en 1992.

Cette même loi classe d'autres zones protégées, totalisant ainsi en Guinée 2 réserves scientifiques (Sud de Bioko et Plage de Nendyi), 3 parcs nationaux (Monte Alén, Altos de Nsork et Pico Basilé), 4 réserves naturelles (Monte Temelón, Rio Campo, Estuario del Muni et Corisco et Elobeyes), et 2 monuments naturels (Piedra Bere et Piedra Nzas). Ces zones classées couvrent plus de 700.000 ha, soit 25% du territoire national. Elles regroupent tous les écosystèmes naturels présents en Guinée.

Un des objectifs de la deuxième phase du programme était la recherche d'autres sources de financement pour assurer le futur du parc. Depuis le dernier trimestre de l'année 1998, l'Agence Espagnole de Coopération Internationale finance le projet, et jusqu'à la fin de l'année 2000 a contribué à hauteur de 360.000.000.FCFA. Après une évaluation du projet, elle souhaite, si celle-ci est concluante, poursuivre son financement pendant la troisième phase d'ECOFAC.

De son côté, le gouvernement de Guinée Equatoriale a contribué pour un montant total de 64.000.000 de FCFA, et souhaite également financer la troisième phase.

Toutes les activités développées à Monte Alén

ont pour objectif la conservation de la zone.

Aménagement de l'aire protégée

Mise en place d'infrastructures

Lors du démarrage du programme, il n'existait dans la zone de Monte Alén que très peu d'infrastructures.

En huit années, la composante a construit :

- un hôtel de 10 chambres, (capacité de 20 personnes), avec restaurant, entièrement équipé et fonctionnel;
- un bâtiment pour les bureaux et laboratoires;
- un centre d'interprétation;
- 2 logements pour les chercheurs.
- 13 logements pour les travailleurs.
- divers bâtiments techniques pour l'élevage des aulacodes, escargots, chèvres...
- 12 économats dans les villages;
- 3 logements pour les écogardes dans le village;
- 5 campements à l'intérieur du parc pour les touristes, écogardes et chercheurs;
- 8 postes de santé dans les villages.

Par ailleurs, pour améliorer l'accès à l'intérieur du parc, et dans sa périphérie, 4 ponts ont été construits, 35 km de pistes réhabilités, et plusieurs sentiers ont été créés à l'intérieur du parc.

Surveillance et anti-braconnage

Une équipe d'écogardes a été formée par le programme, recrutée parmi les anciens chasseurs de la zone.

Ces écogardes ne sont pas assermentés, et donc pas habilités à saisir ou dresser des procès-verbaux; leur tâche consiste à surveiller et dénoncer les délinquants vus dans le parc. Les autorités judiciaires se chargent d'adopter les mesures nécessaires.

Pour le futur, il serait nécessaire d'officialiser le statut des écogardes afin qu'ils puissent dans des cas de flagrant délit intervenir immédiatement.

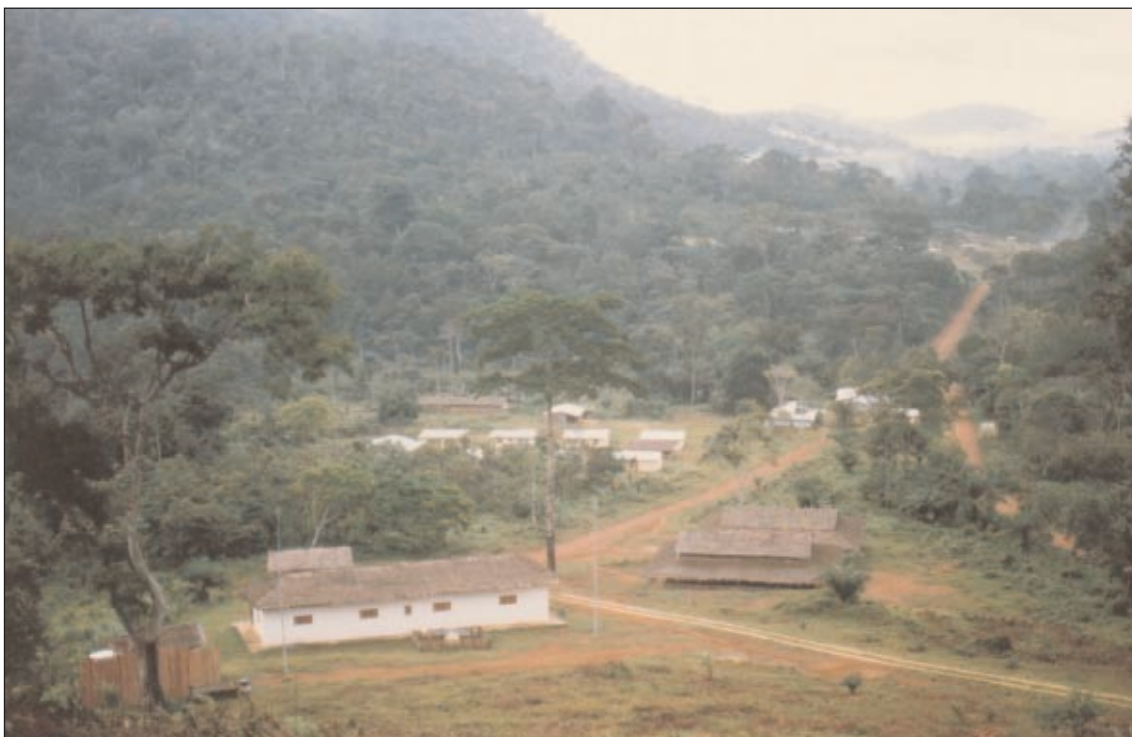
Cartographie

Grâce à la présence du projet CUREF (Conservation et Utilisation Rationnelle des Ecosystème Forestiers à Guinée Equatoriale), également financé par l'Union européenne, et à une bonne collaboration avec ECOFAC, un travail de cartographie du parc national de Monte Alén a été réalisé, dotant le PNMA de cartes



La base du parc de Monte Aken : l'hôtel (dans le fond), les bureaux et le centre d'interprétation.

La base du parc de Monte Aken vue de l'hôtel : les bureaux, le centre d'interprétation, les logements des gardes, et les logements des chercheurs



topographiques, de végétation et d'occupation des terres.

Formation du personnel

Même si quelques agents ont bénéficié de formations extérieures, c'est essentiellement, au cours des huit dernières années, la formation sur le terrain qui a prévalu.

Celle-ci a été possible grâce aux nombreux chercheurs intervenus sur la composante qui systématiquement été accompagné d'agents nationaux.

Recherche

Lors du démarrage du programme, aucune étude n'avait été réalisée sur Monte Alen et très peu de données scientifiques étaient disponibles. ECOFAC a entrepris une étude de la biodiversité animale et végétale, ainsi qu'une étude des populations de primates dans le parc.

Ces premiers résultats ont attiré l'attention de chercheurs et d'institutions scientifiques, et des collaborations ont ainsi été développées dans le cadre de programmes de recherche bénéficiant de l'appui logistique d'ECOFAC. Les travaux doivent correspondre aux besoins de la composante pour une meilleure connaissance du parc dans sa tâche de gestion.

Si le protocole de recherche présenté intéresse ECOFAC, celui-ci sollicite l'accord du Ministère de tutelle pour son acceptation. ECOFAC fournit l'appui logistique, obtient les permis de recherche, fournit un logement pour les chercheurs à Monte Alen, le personnel d'appui, le transport...

Le musée des sciences naturelles de Madrid souhaite démarrer une étude sur la faune du parc après avoir visité le parc au cours des derniers mois. Une proposition de protocole de recherche est attendue qui devrait être développé au cours de la troisième phase.

Collaborations avec les autres projets

La composante a veillé à développer des collaborations avec les autres instituts ou projets de conservation, afin de dégager toutes les synergies possibles.

Le projet CUREF a permis de dispenser certaines formations au personnel ECOFAC, a travaillé sur le terrain avec ECOFAC, et a bénéficié de l'expérience de celui-ci lors de la préparation de la loi pour les zones protégées.

Sur l'île de Bioko, ECOFAC a travaillé de concert avec le programme d'étude et protection des tortues marines, géré par l'agence Espagnole de Coopération Internationale.

dans le cadre de la réalisation du projet de santé, s'est appuyé sur le savoir-faire de FERS, Fédération Espagnole de Religiosas de Santé.

Appui au développement

Ce volet a vu le développement de nombreuses initiatives, mais sans les résultats escomptés, malgré la consultation de la population et l'association des autorités locales.

Les premières initiatives ont concerné la mise en place d'économats pour répondre aux sollicitations des villages afin de se procurer des produits de première nécessité.

12 économats ont été mis en place dans les villages en périphérie du parc, la composante fournissant un premier stock, dont la vente

Travaux réalisés pour l'amélioration de la connaissance du parc national de Monte Alen

travail	bailleur
- Biodiversité animale	ECOFAC
- Etude et recensement des primates	ECOFAC
- Etude tortues marines à Bioko	Asociacion Amigos de Doñana.
- Etude tortues marines au continent	Zoological society of London
- Suivi des gorilles (Marivi Sanchez)	ECOFAC.
- Etude des ongulés	ECOFAC.
- Vision des baleines	Amigos del mar et ECOFAC
- Etude poissons	Sociedad española de ciprinodóntidos
- Etude des oiseaux à Monte Alen	R. et F. Dowsett
- Biodiversité végétale	ECOFAC/ULB
- Etude phénologie	ECOFAC.
- Etude des champignons	Jardín Botánico de Madrid.
- Etude des orchidées	ECOFAC.
- Etude du milieu humain	APTF/ECOFAC.
- Etude sur la chasse	ECOFAC
- Etude archéologie	Universidad Nacional de Educación a Distancia, George Washington

devait servir de fonds de roulement. Après plusieurs mois, l'expérience s'est arrêtée, suite à des problèmes de vols.

Des activités d'élevage ont également été initiées (aulacodes, escargots, chèvres, etc.) mais n'ont pas rencontré l'adhésion des populations. Très rapidement, les élevages ont été délaissés par les personnes qui en avaient pris a responsabilité.

La composante a également essayé de dynamiser l'agriculture en proposant d'écouler, en subventionnant un camion, la production vers Bata. Dans la plupart des cas, le camion faisait le voyage à vide et l'expérience a été stoppée.

Grâce aux revenus du tourisme, des écoles ont été construites dans plusieurs villages de la périphérie du parc.

Actuellement, un projet de santé, avec construction ou réhabilitation de dispensaires, équipement et formation des agents de santé est développé par la composante.

L'expérience des dernières années montre qu'en termes de retombées pour la population, au delà des emplois créés par la composante (68 au 30/09/00), la seule activité qui peut réellement générer des revenus pour les populations et faire clairement le lien entre amélioration des conditions de vie et conservation des ressources naturelles est le tourisme.

En effet, au cours des mois de juillet et août 2000, période d'occupation maximale du parc (voitures à louer pour emmener au parc les guides, porteurs, cuisiniers, entretien des cabanes, femmes pour laver les vêtements aux touristes...), ce sont au total presque 300 personnes qui ont travaillé, faisant de la sorte bénéficier à 300 familles (plus de la moitié de la population de la zone) des actions de conservation.

L'objectif pour la troisième phase est de faire du parc une destination visitée sur l'ensemble de l'année afin d'accroître la fréquentation du site. Pour ce faire, une diversification des activités devra être envisagée.

Valorisation de l'aire protégée

Développement du tourisme

Bien que le tourisme n'ait pas été une des orientations prévues au cours de la première phase pour Monte Alen, la composante a opté pour le développement de cette activité et investi dans la construction d'une structure d'accueil pour 20 personnes.

Des sentiers ont été progressivement prospectés et ouverts, et des campements (très rustiques) construits dans l'aire protégée pour proposer des nuits en forêt.

Les guides et pisteurs ont été sélectionnés parmi les anciens chasseurs de la zone, et ont



Observation de baleines : une activité à développer pour développer un tourisme international

bénéficié d'une formation pour l'encadrement des visiteurs dans le parc, et le faire découvrir Monte Alén d'un point de vue écologique.

Le tourisme est l'activité qui s'est le mieux développée malgré les difficultés rencontrées.

En 1995, date d'inauguration de l'hôtel et quasiment du début des activités touristiques en Guinée, c'étaient 8 personnes qui visitaient Monte Alén. En 1999, plus de 500 personnes ont séjourné dans l'hôtel.

L'hôtel est géré avec une comptabilité indépendante du reste du projet, et depuis 3 ans, non seulement il s'autofinance, mais il contribue à la construction d'écoles et logements pour les professeurs dans les villages en périphérie du parc.

Il est désormais plus facile obtenir des visas tourisme, et des tour-opérateur sont intéressés par Monte Alén, ce qui était difficilement imaginable huit ans en arrière.

Le développement du tourisme devra être poursuivi en troisième phase en travaillant d'une manière plus globale et proposer au niveau de la Guinée diverses activités (observation des baleines, des tortues, développement du rafting.....) afin d'en faire une destination vendable toute l'année au niveau international.

Pour ce faire, un travail d'encadrement et d'appui de réceptif est nécessaire au niveau de Bata.

Information et sensibilisation

Quand ECOFAC a démarré ses activités, Monte Alén était inconnu au niveau international, voire national.

Le travail d'information a commencé en Guinée par une campagne auprès de tous les villages en périphérie du parc, expliquant les objectifs du programme ECOFAC.

De nombreuses émissions de radio ont été réalisées, relayées par des distribution de T-shirt, posters, etc.

Fin 2000, l'essentiel de la population en Guinée a entendu parler du parc national de Monte Alén et du programme ECOFAC.

Beaucoup a également été fait pour la promotion du parc à l'étranger. Deux documentaires ont été réalisés par la TV espagnole et diffusé.

A la suite de ces documentaires, de nombreuses média hispanophones (journaux, chaînes de TV, etc.) se sont intéressées à Monte Alén et l'ont fait connaître.

Fin 2000, la composante finalise le guide du parc.

Des programmes de sensibilisation en milieu scolaire ont été développés en utilisant le matériel didactique produit par ECOFAC.

Un centre d'interprétation a été créé, s'adressant à la fois aux visiteurs et aux scolaires. Des visites scolaires d'enfants de Bata



Le centre d'interprétation à Monte Alén

et de Malabo ont été organisées.

L'impact auprès des autorités locales est loin d'être négligeable, qui reconnaissent le travail réalisé en termes de conservation et qui apprécient l'ouverture au tourisme.

Orientations pour la troisième phase

Il importera au cours des trois années à venir de consolider la protection du parc en :

- démarchant de nouveaux partenaires pour le financement de l'aire protégée (coopération, espagnole, compagnies pétrolières s'installant en Guinée-Equatoriale)
- achever le plan d'aménagement du parc dans ses nouvelles limites;
- poursuivre les activités classiques de gestion de l'aire protégée (surveillance, sensibilisation, appui à la population, etc.) sur toute la superficie du parc.
- Appuyer le développement du tourisme au niveau national par l'encadrement de réceptifs, la conception de circuits associant la forêt aux autres ressources naturelles médiatiques de la Guinée (tortues marines et baleines);
- Poursuivre le travail de recherche en développant autant que faire se peut les partenariats avec les institutions de recherche internationales;
- Achever le guide de Monte Alen.

Phase I & II

Composante : GUINEE EQUATORIALE
Devise : F.CFA

Nature des dépenses	Budget CF Phase I Phase II EUR	dépenses 1997 en régie FCFA	dépenses 1998 en régie FCFA	dépenses 1999 en régie FCFA	dépenses 1s2000 en régie FCFA	engagement spécifique FCFA	total 97+98+ 99+1s00 FCFA	total 97+98+ 99+1s00 EUR	%
Infrastructure	174 392	15 703 950	36 033 450	34 955 000	3 236 925	0	89 929 325	137 819	79%
* bâtiments postes secondaires		15 703 950	31 994 450	21 725 000	0		69 423 400	106 502	
* bâtiments des employés		0	0	0	3 236 925		3 236 925	4 935	
* pistes		0	4 039 000	13 230 000	0		17 269 000	26 383	
Equipement	200 308	11 758 749	5 019 500	1 000 000	123 410	25 672 500	43 574 159	66 663	33%
* véhicule liaison		100 000	60 000	0	92 750	25 672 500	25 925 250	39 525	
* équipement		11 658 749	4 959 500	1 000 000	30 660		17 648 909	27 138	
matériel d'information -AV - phonie		9 576 649	3 324 500	0	30 660		12 931 809	19 895	
matériel de bureau		1 750 000	7 500	0	0		1 757 500	2 704	
matériel mécanique et technique		0	1 492 500	0	0		1 492 500	2 296	
matériel recherche		161 100	0	0	0		161 100	248	
matériel de sensibilisation		151 000	0	0	0		151 000	232	
mobilier		20 000	135 000	1 000 000	0		1 155 000	1 763	
Fonctionnement	400 000	111 928 941	87 480 727	8 758 897	342 500	0	208 511 065	320 659	80%
* bureaux fonctionnement CFMA		10 798 175	12 124 185	238 897	0		23 161 257	35 629	
* véhicules		12 742 949	13 071 043	0	0		25 813 992	39 714	
* personnel		60 671 017	58 353 799	0	342 500		119 367 316	183 637	
* fonds d'appui villageois		13 571 550	1 802 800	0	0		15 374 350	23 653	
* fonds d'appui projet Tortues		14 145 250	2 128 900	8 520 000	0		24 794 150	38 026	
Imprévus	50 000	7 674 900	0	0	0	0	7 674 900	11 808	24%
Total	824 700	147 066 540	128 533 677	44 713 897	3 702 835	25 672 500	349 689 449	536 949	65%
Total en EUR	824 700	226 256	197 744	68 166	5 645	39 137	536 949	536 949	65%
		27%	24%	8%	1%	5%			
		1 EUR = 650 XAF en 1997 et 1998							
		1 EUR = 655.957 XAF en 1999 et 2000							

ECOFAC **Comparatif prévisions/dépenses**
Phase II **Avenant au budget-programme n°3 - régie 1999**
 Composante : **Guinée Equatoriale** **au 30/06/00**
 devise : **FCFA**

Nature des dépenses	C.F. + phase 1 en EUR	Coop.Espagnole pm en F.CFA	avenant budget 1999 en F.CFA	dépenses 1s2000 en F.CFA	%
Infrastructures	174 392	0	10 000 000	3 236 925	32%
bâtiments			10 000 000	3 236 925	
campement tourisme			4 000 000	0	
bâtiments employés			6 000 000	3 236 925	
pistes			0	0	
Equipements	200 308	16 500 000	0	123 410	n.s.
véhicules		7 000 000	0	92 750	
équipement		4 500 000	0	30 660	
matériel informatique		2 000 000	0	30 660	
matériel musée		1 500 000	0	0	
matériel bivouac		1 000 000	0	0	
édition livre		5 000 000	0	0	
Fonctionnement	400 000	61 000 000		342 500	n.s.
CFMA		6 500 000		0	
Bata		3 000 000			
téléphone, fax		1 000 000			
courrier		500 000			
fournitures bureau		1 000 000			
divers		1 000 000			
véhicules		8 000 000			
personnel		37 500 000		342 500	
actions :					
fonds d'appui villageois		5 000 000			
fonds d'appui projet tortues		4 000 000			
imprévus	50 000	0			
Total	824 700	77 500 000	10 000 000	3 702 835	37%

1 EUR²⁰⁰⁰ = 656 XAF

Total EUR	824 700		15 245	5 645
	100%		2%	1%
			100%	37%